Le 1er mai 2026,
ENSEMBLE pour la paix, pour le progrès social et la défense de la démocratie

Jamais un 1er mai n'aura été à la fois aussi symbolique et aussi menacé dans ce qu'il incarne de plus essentiel pour la lutte sociale et la conquête de nos droits notamment pour les travailleuses et les travailleurs.
Au regard du contexte international et national actuel, ce 1er mai revêt un caractère singulier. Des grèves de Chicago aux États Unis en 1886 aux mobilisations de Fourmies en France en 1891, durement réprimées, ces combats pour de meilleures conditions de vie et de travail ont ouvert la voie à un mouvement international pour les droits sociaux et la solidarité internationale. Cette année, le gouvernement français a envisagé de l'effacer.

Cette solidarité internationale est plus que jamais nécessaire avec la multiplication des conflits en 2026. Si les agressions de l'Ukraine par la Russie, du Liban et du peuple palestinien par le gouvernement israélien sont largement couvertes par les médias, il y a à minima près de 40 conflits armés à travers le monde. Les populations civiles comme les journalistes et les personnels humanitaires en intervention sont pris pour cibles. Les logiques de puissance et de militarisation prennent le pas sur le dialogue et les solutions diplomatiques au détriment des populations civiles. Nos organisations réaffirment que la première sécurité des peuples, c'est la paix : respect du droit international, arrêt des combats et des bombardements, respect des frontières et droit à l'autodétermination. Nous refusons les politiques budgétaires centrées sur le tout sécuritaire.

En France, les conséquences de la situation internationale amplifient les injustices sociales. Les politiques d'austérité et la priorité aux intérêts économiques pèsent sur les travailleuses et travailleurs, les retraité.es et les étudiant.es : baisse du pouvoir d'achat, salaires insuffisants face à l'inflation, conditions de travail dégradées, services publics menacés et droits sociaux remis en cause. Les libertés fondamentales fragilisées (liberté de la presse, d'expression, indépendance de la justice) aggravent la crise démocratique. Nos organisations dénoncent les atteintes contre les droits sociaux des travailleuses et travailleurs, le dialogue social et la démocratie : la loi de simplification de la vie économique menaçant les CESER, le projet de loi sur le 1er mai.

Le 1er mai est une journée de lutte et de droits des travailleuses et travailleurs dans le monde : nous refusons sa banalisation ! Cela nécessite de se mobiliser pour combattre toutes les tentatives visant d'une manière ou d'une autre à faire de cette journée une journée de travail comme une autre !

Le plan gouvernemental de lutte contre les arrêts maladie issu de la Loi de Finance de la Sécurité Sociale s'inscrit une fois de plus dans la stigmatisation des personnes en arrêt plutôt que dans une réelle lutte contre les conditions de travail dégradées et qui ont des impacts néfastes sur la santé physique et psychique des travailleurs et des travailleuses. Alors que l'augmentation du nombre d'arrêts de travail devrait interroger sur les causes, le gouvernement fait une nouvelle fois le choix de répondre aux demandes de centrales patronales et s'attaque aux victimes. Le plan présenté repose sur une logique de contrôle et de suspicion, contribuant à stigmatiser les personnes en arrêt de travail. Nos organisations dénoncent les mesures qui renforcent le contrôle des travailleuses et travailleurs ignorant la responsabilité des employeurs. Il faut d'urgence refuser le travail qui use ou qui blesse voire qui tue !

Sur le plan économique, la hausse des prix de l'énergie illustre les choix politiques à l'œuvre : spéculation, marges excessives des grands groupes et fiscalité injuste. Le gouvernement refuse toujours de faire contribuer davantage les entreprises et les grandes fortunes, tout en réduisant le financement de la protection sociale notamment en durcissant des règles d'indemnisation et de contrôle.

Dans un contexte international dramatique, nos organisations demandent un plan d'action à la hauteur des enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

Manifestation unitaire – 1er mai 2026 à 14h00
De la place de la République à la place de la Nation (PARIS)

Paris, le 16 avril 2026